

**Le Centre d'études des droits du monde arabe (CEDROMA) de l'Université Saint-Joseph (USJ) de Beyrouth et l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris ont organisé le 28 février 2018 à l'amphithéâtre Gulbenkian de l'USJ un colloque sur le thème « *Les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe* ».**

Présidée par le professeur Marie-Claude Najm, directrice du CEDROMA, cette conférence a permis d'entendre plusieurs experts sur la question de la menace séparatiste contre l'unité nationale et l'État-nation dans le monde arabe. Mme Najm a souligné l'importance du sujet de cette conférence qui traite d'une question cruciale pour l'avenir des pays arabes.



Dr Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, a exposé que « *les menaces séparatistes sont devenues l'un des principaux problèmes dans beaucoup de pays du monde... Le monde arabe n'échappe pas à ce fléau, il suffit de regarder ce qui se passe en Irak, en Syrie, en Libye, au Soudan ou au Yémen, et aussi ce qui menace en Algérie ou ailleurs. Le monde arabe voit resurgir de vieux conflits ou naître de nouveaux, parfois artificiels comme celui qui oppose le Maroc à l'Algérie sur le Sahara marocain. De même au Liban, près de trente ans après les accords de Taif, on peut considérer que qu'on reste loin d'avoir un État-nation souverain sur l'ensemble de son territoire.* »

Selon Charles Saint-Prot, deux points méritent d'être mis en exergue : le jeu des puissances en faveur du séparatisme est ancien et il s'est toujours opposé aux aspirations nationales ; les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe ont explosé après l'agression contre l'Irak.

Après avoir rappelé que le mouvement national arabe, depuis le début du XIXe siècle, a refusé

toutes les divisions sectaires, ethniques et confessionnelles, aujourd'hui les menaces séparatistes se multiplient aussi bien en Irak, en Syrie, en Libye et au Yémen que dans certains États du Maghreb comme l'Algérie et la Libye. Face à ses menaces, orchestrées par le jeu de l'étranger, Charles Saint-Prot a souligné que le monde arabe doit refuser les divisions stériles, qu'il a besoin d'États forts et souverains pour faire prévaloir l'intérêt général sur les communautarismes ethniques, religieux ou autres. En conclusion, il a affirmé

*« Pratiquement quelle doit être la priorité ? Nous en revenons à la question de l'État. Pour déjouer les menaces séparatistes, la priorité est de consolider les États du Proche-Orient arabe de façon qu'ils soient de véritables constructions nationales capables de résister aux menaces de fragmentation des sociétés locales. Il faut donc raffermir l'État de droit, ce qui implique un effort réel en faveur de la promotion concrète des libertés fondamentales et du renforcement de l'autorité de l'État face aux forces de dissolution. »*

Dr Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques, a exposé que le confessionnalisme est instrumentalisé contre le monde arabe. Elle a expliqué que la question du confessionnalisme dans le monde arabe a commencé au lendemain de la fin de la Première Guerre mondiale. Le but des parties régionales et internationales était de créer des dissensions et des conflits dans l'ensemble du monde arabe. Les puissances régionales ou mondiales ont chacune joué cette carte : par exemple, les Anglo-saxons ont encouragé le mouvement des Frères musulmans contre le nationalisme arabe.

Prenant l'exemple du Liban, elle a indiqué que le système confessionnel n'aura fait que servir les manœuvres de l'étranger, à commencer par Israël. Selon Mme el Tibi il faut, tout en les respectant, dépasser les particularités par un projet commun. Pour cela il faut renforcer l'État-nation pour dépasser le confessionnalisme et permettre au Liban de retrouver sa vocation de jouer un rôle actif au service du dialogue des cultures. Elle a conclu :

*« Il est temps pour le Liban de retrouver sa place dans l'Histoire. Le destin des nations dépend de la volonté de leurs peuples. Les Libanais doivent se débarrasser des anciennes entraves et des contraintes qui ont toujours été utilisées par leurs ennemis pour les diviser et les ruiner. Redisons-le la vocation du Liban n'est pas d'être un État tampon mais c'est de devenir un État trait d'union. L'enjeu est de faire de la diversité des croyances un facteur d'enrichissement mutuel et un exemple de dialogue réussi entre les religions. Le Liban est le lieu idéal pour un tel dialogue. Il pourrait être le siège de ce nécessaire Institut pour l'étude comparée des religions que préconisait le Cénacle libanais, en 1965 »*

Dr Nabil el Khoury, enseignant à Beyrouth, a analysé le jeu des puissances, notant que les États-Unis ont pour principal objectif de protéger leur allié israélien, ce qui les conduit à encourager des séparatismes destinés à affaiblir le monde arabe. Quant à la Russie elle poursuit l'ambition historique d'être présente en Méditerranée, employant pour cela tous les

moyens.

Le professeur Jean-Yves de Cara, avocat et expert en droit international, a pris l'exemple du conflit artificiel créé par l'Algérie contre le Sahara marocain pour démontrer que le séparatisme est un véritable danger. Le montage politico-juridique inspiré par l'Algérie, via le séparatisme, vise à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Maroc. Pour le professeur de Cara c'est une menace grave sur la stabilité d'une région déjà ébranlée par de nombreux conflits et par l'activisme des groupes terroristes.

Un débat a ensuite permis aux nombreux assistants et personnalités présentes de dialoguer avec les intervenants qui ont également dédicacé les dernières publications de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris.

Le président de la République du Liban, Michel Aoun, a reçu la délégation de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris, composée de Charles Saint-Prot, Jean-Yves de Cara, et Zeina el Tibi, au palais de Baabda, le 2 mars 2018. Les dirigeants de l'Observatoire d'études géopolitiques ont relaté au président Aoun les travaux du colloque à l'USJ puis ils ont remis au président de la République libanaise les dernières publications de leur institut : un ouvrage sur *Les constitutions arabes*, le livre *Sahara marocain le dossier d'un conflit artificiel* et le *Mémento sur la question du Sahara marocain* en quatre langues. Ces ouvrages ont également été offerts par leurs auteurs à plusieurs personnalités libanaises dont le président du gouvernement, M. Saad Hariri.